

06 -> 30.7.05.  
RK -> 27.7.05.  
AA -> 30.7.05  
AU/NS

0502396

*M. Pierre Caperaa*

**RICHEMONT CAPERAA AUDIT**  
Société à responsabilité limitée au capital de 200 euros  
Siège social : 6 avenue du Louvre 78000 VERSAILLES  
RCS VERSAILLES 481 805 240

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE ELARGIE VERSAILLES NORD  
Le 18/08/2005 Bordereau n°2005/735 Case n°4  
Etd 3368  
Relevé : 230 e  
Timbre : 45 e  
Total liquidé : deux cent soixante-quinze euros  
Montant reçu : deux cent soixante-quinze euros  
L'Agent

**DEPOT DU**  
**16 SEP. 2005**  
**TRIBUNAL**  
**DE COMMERCE**

**ACTE CONSTATANT LES DECISIONS UNANIMES  
DES ASSOCIES EN DATE DU 30 JUILLET 2005**

Les soussignés :

- M. Pierre CAPERAA, 6 avenue du Louvre, 78000 VERSAILLES, titulaire des parts sociales.
- M. Nicolas RICHEMONT, 13 rue Pierre Corneilles, 78000 VERSAILLES, titulaire des parts sociales.

Soit deux associés, détenant ensemble deux cents parts sociales, soit la totalité des parts émises par la Société RICHEMONT CAPERAA AUDIT.

Seuls associés de la Société à responsabilité limitée RICHEMONT CAPERAA AUDIT désignée en tête des présentes,

Ont pris, conformément aux dispositions de l'article L.223-27 du Code de commerce et de l'article No 15 des statuts, les décisions suivantes relatives à :

- Augmentation de capital par apports en nature
- Pouvoirs

**PREMIERE DECISION**

Après avoir entendu la lecture du contrat d'apport en date du 30 juin 2005, aux termes duquel M. Pierre CAPERAA apporte à la Société sa clientèle de commissariat aux comptes, ledit apport évalué à trente mille neuf cents euros ;

Après avoir entendu la lecture du contrat d'apport en date du 30 juin 2005, aux termes duquel M. Nicolas RICHEMONT apporte à la Société sa clientèle de commissariat aux comptes, ledit apport évalué à trente mille neuf cents euros ;

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. Jean-Louis FOURCADE, Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Versailles en date du 15 juillet 2005 ;

Les associés décident à l'unanimité d'approuver ces apports et leur évaluation.

**DEUXIEME DECISION**

Les associés décident, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision d'augmenter le capital social d'un montant de soixante dix neuf mille huit cents euros pour le porter de deux cents euros à quatre vingt mille euros par voie de création de soixante dix neuf mille huit cents parts sociales nouvelles de un euro de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées deux cent une à quatre vingt mille et attribuées à M. Pierre CAPERAA et M. Nicolas RICHEMONT en rémunération de leurs apports.

Les parts sociales nouvelles sont dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de

*mn* *pe*

capital entièrement assimilées aux parts anciennes. Elles jouissent des mêmes droits et sont soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exercent pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au titre de cet exercice, le dividende global susceptible de leur revenir serait réduit "prorata temporis", en raison du temps écoulé entre ladite date de la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

### TROISIEME DECISION

Les associés constatent que l'augmentation du capital est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles No 6, 7 et 8 des statuts :

#### ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la Société :

Lors de la constitution, une somme de deux cents (200) euros, M. Pierre CAPERAA apportant cent euros et M. Nicolas RICHEMONT apportant cent euros, déposée intégralement sur un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Caisse d'Epargne, agence de Versailles, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Lors de l'augmentation de capital décidée par décisions unanimes des associés du 20 juillet 2005, une somme de soixante dix neuf mille huit cent (79.800) euros par voie d'apports consentis par M. Pierre CAPERAA en rémunération de son apport de clientèle de commissariat aux comptes évalué à trente neuf mille neuf cents (39.900) euros et par M. Nicolas RICHEMONT en rémunération de son apport de clientèle de commissariat aux comptes évalué à trente neuf mille neuf cents (39.900) euros.

#### ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre vingt mille (80.000) euros.

Il est divisé en quatre vingt mille (80.000) parts sociales un (1) euro de valeur nominale, entièrement libérées.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

#### ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Nicolas RICHEMONT,  
quarante mille parts sociales, entièrement libérées et  
numérotées de 1 à 100,

NR

et deux cent une à quarante mille cent

ci..... 40.000 parts

- Monsieur **Pierre CAPERAA**

quarante mille parts sociales, entièrement libérées et  
numérotées de 101 à 200,

et quarante mille cent une à quatre vingt mille

ci..... 40.000 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 80.000 parts sociales.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires.

Les trois quarts des parts sociales doivent être détenus par des Commissaires aux comptes inscrits à la Compagnie des Commissaires aux Comptes.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

#### **QUATRIEME DECISION**

Les associés décident à l'unanimité de donner tous pouvoirs au porteur de l'original d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Le présent acte sous seing privé, constatant les décisions unanimes des associés en date du 30 juillet 2005 sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social de la Société et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives sociales. A cet effet, un original des présentes est remis au Gérant qui le reconnaît.

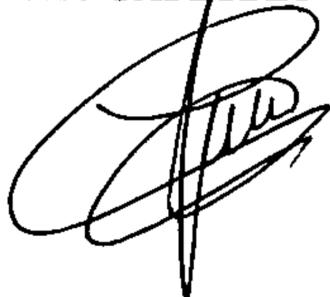
Acte établi à VERSAILLES.

Le 30 juillet 2005.

En cinq originaux,

(dont deux originaux pour le dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de Versailles).

**Pierre CAPERAA**



**Nicolas RICHEMONT**



**Jean Louis FOURCADE**

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

40, avenue Hoche  
75008 PARIS

**SARL RICHEMONT CAPERAA AUDIT**

6, avenue du Louvre  
78000 VERSAILLES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**

**Jean Louis FOURCADE**

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

40, avenue Hoche  
75008 PARIS

**SARL RICHEMONT CAPERAA  
AUDIT**  
6 avenue du Louvre  
78000 VERSAILLES

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**

Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par le Président du Tribunal de Commerce de Versailles, j'ai établi le présent rapport.

### **I – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS.**

Messieurs Nicolas RICHEMONT et Pierre CAPERAA ont décidé d'associer leurs cabinets de commissariat aux comptes dans la société RICHEMONT CAPERAA AUDIT, société à responsabilité limitée de commissariat aux comptes. Pour ce faire, ils apportent à la société leur clientèle avec les droits et obligations y afférents, constituant leur entreprise individuelle de commissaire aux comptes. En conséquence, une augmentation du capital social de soixante dix neuf mille huit cents (79.800) euros, sera réalisée pour rémunérer ces apports.

Ils exploitent actuellement leurs activités :

- Monsieur Nicolas RICHEMONT sous le numéro de SIRET 347 813 008 00013 au 82 bis avenue de Paris 78000 VERSAILLES.
- Monsieur Pierre CAPERAA sous le numéro SIRET 426 386 410 00030 au 82 bis avenue de Paris 78000 VERSAILLES

## **APPORTS**

Monsieur Nicolas RICHEMONT apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens ci-après désignés :

- Sa clientèle de commissariat aux comptes selon liste annexée au contrat d'apport.
- Cette clientèle a été estimée à une année de d'honoraires, valorisée à la somme de trente neuf mille neuf cents (39.900) euros.

Monsieur Pierre CAPERAA apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens ci-après désignés :

- Sa clientèle de commissariat aux comptes selon liste annexée au contrat d'apport.
- Cette clientèle a été estimée à une année d'honoraires et valorisée à la somme de trente neuf mille neuf cents (39.900) euros.

## **II - DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS.**

J'ai vérifié la réalité des apports effectués. En particulier il n'est pas transmis de passif au cours de l'opération.

Les valeurs individuelles et les méthodes d'évaluation ont été contrôlées dans leur application.

Il n'existe pas de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur de ces apports à la date du présent rapport.

### III - CONCLUSION

En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que la valeur d'apports s'élevant à soixante dix neuf mille huit cents (79.800) euros, n'est pas surélevée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation du capital de la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à Paris, le 27 juillet 2005.

Jean-Louis FOURCADE  
Commissaire aux Apports

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JL Fourcade', written in a cursive style.

**RICHEMONT CAPERAA AUDIT**  
**Société à responsabilité limitée**  
**Au capital de 80.000 euros**  
**Siège social : 6 avenue du Louvre,**  
**78000 VERSAILLES**

**STATUTS**

**MIS A JOUR AU 30 JUILLET 2005**

*Certifié Copieur. P. CAPERAA Gérant.*  


Les soussignés :

- Monsieur **Nicolas RICHEMONT**,

Expert comptable, inscrit au tableau du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Paris, commissaire aux comptes, inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles,

Demeurant 13 rue Pierre Corneille 78000 VERSAILLES,

Né le 30 octobre 1948 à Romainville (93),

De nationalité Française

Marié à Mme Sylvie BIDINGER, sous le régime de la communauté légale, le 18 novembre 1972.

- Monsieur **Pierre CAPERAA**,

Expert comptable, inscrit au tableau du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Paris, commissaire aux comptes, inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles,

Demeurant 6 avenue du Louvre 78000 VERSAILLES,

Né le 27 octobre 1962 à Clermont-Ferrand (63),

De nationalité Française

Marié à Mme LARDIT Marie-Hélène sous le régime de séparation de biens par contrat devant notaire, Me MONTAGNE à ARUDY (64), le 25 août 1987.

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée, sur l'organisation et l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes, ainsi que par les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

La Société a pour objet :

La société a pour objet l'exercice du commissariat aux comptes, selon les règles légales et déontologiques de la profession de commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination de la Société est : **RICHEMONT CAPERAA AUDIT**

**R.C.A. SARL**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée de commissaires aux comptes" ou des initiales "S.A.R.L. de commissaires aux comptes" et de l'énonciation du montant du capital social et de l'indication de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

## **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : **6 avenue du Louvre, 78000 VERSAILLES**

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

## ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la Société :

Lors de la constitution, une somme de deux cents (200) euros, M. Pierre CAPERAA apportant cent euros et M. Nicolas RICHEMONT apportant cent euros, déposée intégralement sur un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Caisse d'Epargne, agence de Versailles, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Lors de l'augmentation de capital décidée par décisions unanimes des associés du 30 juillet 2005, une somme de soixante dix neuf mille huit cent (79.800) euros par voie d'apports consentis par M. Pierre CAPERAA en rémunération de son apport de clientèle de commissariat aux comptes évalué à trente neuf mille neuf cents (39.900) euros et par M. Nicolas RICHEMONT en rémunération de son apport de clientèle de commissariat aux comptes évalué à trente neuf mille neuf cents (39.900) euros.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre vingt mille (80.000) euros.

Il est divisé en quatre vingt mille (80.000) parts sociales un (1) euro de valeur nominale, entièrement libérées.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

## ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Nicolas RICHEMONT,  
quarante mille parts sociales, entièrement libérées et  
numérotées de 1 à 100,  
et deux cent une à quarante mille cent  
ci..... 40.000 parts

- Monsieur **Pierre CAPERAA**

quarante mille parts sociales, entièrement libérées et

numérotées de 101 à 200,

et quarante mille cent une à quatre vingt mille

ci..... 40.000 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 80.000 parts sociales.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires.

Les trois quarts des parts sociales doivent être détenus par des Commissaires aux comptes inscrits à la Compagnie des Commissaires aux Comptes.

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

#### **ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS**

Sous réserve que les trois quarts des parts sociales restent détenus par des Commissaires aux comptes, le capital social pourra, par décision extraordinaire des associés, être augmenté ou réduit.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus », les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts sociales anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 des présents statuts sur les quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels Commissaires aux comptes. Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

#### **ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS**

##### **1 – Transmission entre vifs**

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité

des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant.

Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par Ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il

détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieux et place l'acte de cession.

A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives. La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

## 2 – Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droits ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droits non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

### 3 – Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution d'une communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant, du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs.

A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

### 4 – Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectuée par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

## ARTICLE 11 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié de la Compagnie cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive.

Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés.

Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

## **ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES**

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

## **ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES**

Sous réserve des dispositions légales les rendants temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

## **ARTICLE 14 - GERANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Commissaires aux comptes et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut également démissionner de son mandat, conformément aux dispositions de l'article 2007 du code civil.

Chaque gérant a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés.

Le gérant a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatif des dépenses engagées par lui.

#### **ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES**

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une Assemblée Générale est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les Assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'Assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'Assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires.

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée dans un acte, sauf si la tenue d'une Assemblée est légalement obligatoire.

#### **ARTICLE 16 - MAJORITES**

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la

nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Les décisions collectives extraordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

### **ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes Titulaires et Suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi de 1966.

Le ou les Commissaires désignés le sont pour six exercices.

Ils exercent leurs fonctions et pouvoirs dans les conditions et avec les effets et conséquences prévus par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 18 - ANNEE SOCIALE**

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> juillet et expire le 30 juin de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 juin 2006.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

### **ARTICLE 19 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant par des pertes antérieures, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de ce dixième.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement ci-dessus prévu et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'Assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

#### **ARTICLE 20 - PROROGATION**

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la société, la prorogation de celle-ci peut être décidée par les associés statuant à la majorité légalement requise pour la modification des statuts.

#### **ARTICLE 21 – DISSOLUTION**

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation, et à la survenance d'une cause légale de dissolution.

En cas d'infériorité des capitaux propres à la proportion prévue par la loi, la dissolution anticipée de la société peut être décidée dans les conditions déterminées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 22 - LIQUIDATION**

La liquidation de la société est effectuée dans les conditions et selon les modalités déterminées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

Sous réserve de ces dispositions, elle est également régie par les clauses ci-après :  
La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective des associés ne désigne un autre liquidateur ou que l'associé unique décide d'être liquidateur.

Le liquidateur, ou chacun d'entre eux s'ils sont plusieurs, a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le boni de liquidation, après remboursement des parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

## **ARTICLE 23 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes.

## **ARTICLE 24 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION**

La société jouira de la personnalité morale à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Cet état, déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à l'un ou l'autre de ses associés à l'effet de prendre pour le compte de la société en formation les engagements qui sont décrits et dont les modalités sont précisées dans un second état annexé aux présentes.

L'immatriculation de la société emportera, de plein droit reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à l'un ou l'autre des associés et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

## **ARTICLE 25 – PERSONNES INTERVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF**

Madame Sylvie BIDINGER, épouse RICHEMONT, demeurant 13 rue Pierre Corneille, 78000 VERSAILLES, née le 15 septembre 1949 à LE HAVRE (76), mariée sous le régime de la communauté.

Monsieur Nicolas RICHEMONT, apporte une somme de 100 euros. Cette somme dépend de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint. Ce dernier intervenant à l'acte constitutif, reconnaît avoir été averti de cet apport et, au titre de celui-ci, déclare renoncer sans réserve à revendiquer la qualité d'associé, en conséquence les parts émises en rémunération de l'apport sont exclusivement et irrévocablement attribuées à Monsieur Nicolas RICHEMONT.